



Perspectives

N°25/348 – 16 décembre 2025

FRANCE – Enquête de conjoncture et défaillances d'entreprises, les bonnes nouvelles de la BdF

La Banque de France a publié mardi 9 décembre les résultats de son enquête mensuelle de conjoncture. Elle avait par ailleurs dévoilé vendredi 5 décembre le nombre de défaillances d'entreprises à fin octobre. Les nouvelles sont plutôt positives, puisque l'institution anticipe une nouvelle progression de l'activité au quatrième trimestre (+0,2%, après +0,5%), et que les défaillances d'entreprises sont en légère baisse par rapport à septembre, à un peu plus de 68 000 en cumul sur douze mois.

Dans son enquête mensuelle de conjoncture de début décembre, la Banque de France estime que l'activité a continué de progresser en novembre, avec, en particulier, une hausse plus importante dans l'industrie que ce qui était anticipé un mois plus tôt par les chefs d'entreprises. La progression de l'activité dans l'industrie a ainsi été supérieure à sa moyenne de long terme pour le sixième mois consécutif. Elle a notamment été tirée en novembre par l'accélération dans les produits informatiques, électroniques et optiques – grâce aux ventes aux secteurs de la défense, de l'aéronautique et du nucléaire –, mais aussi par un redémarrage dans l'agroalimentaire – ventes de boissons en prévision des fêtes de fin d'année, et produits laitiers d'hiver – et l'automobile – résorption des difficultés d'approvisionnement et réouverture des sites fermés en octobre. L'activité a, en revanche, déçu dans d'autres secteurs industriels, dont l'industrie pharmaceutique et l'habillement-textile-chaussures. Le taux d'utilisation des capacités de production a continué de se redresser, dans l'ensemble, à 76,7% en novembre (+0,4 point de pourcentage par rapport à octobre), même s'il reste sous sa moyenne de long terme (77,1%). Les stocks de produits finis ont, en outre, légèrement augmenté, à un niveau élevé, et les difficultés d'approvisionnement sont restées stables (avec 8% des entreprises les mentionnant). L'emploi industriel (en incluant l'intérim) aurait progressé sensiblement. Les carnets de commandes restent jugés dégarnis à fin novembre en moyenne dans l'industrie, du fait d'une concurrence étrangère exacerbée et de la morosité générale – avec des reports de commandes. L'aéronautique et les chantiers navals tirent toutefois leur épingle du jeu, avec des plans de charge conséquents, sur plusieurs mois, voire plusieurs années.

Dans les services marchands, l'activité a également progressé en novembre, un peu moins fortement qu'en octobre, comme l'avaient anticipé les chefs d'entreprises le mois dernier. Elle est restée bien orientée dans l'édition, certains services aux entreprises (services d'information, activités juridiques et comptables) et la restauration, et s'est renforcée dans la location et la réparation automobile, un secteur qui bénéficie de l'allongement de la durée de vie des véhicules. À l'inverse, les activités de loisirs, de services à la personne et de l'hébergement se sont repliées, et la baisse s'est poursuivie dans la publicité pour le quatrième mois consécutif.

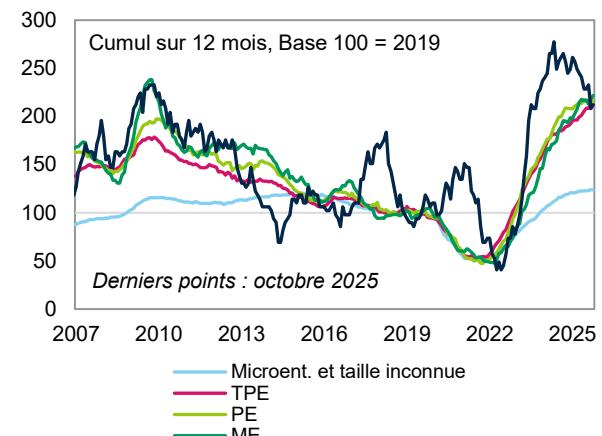
L'activité a continué de progresser en novembre dans le bâtiment, à un rythme supérieur à la moyenne de long terme. Les travaux de rénovation et d'isolation thermique ont, en effet, porté le second œuvre. La construction de bâtiments industriels – pour des clients en datacenters, énergie ou défense – et la reprise des ventes de maison individuelle ont, par ailleurs, soutenu le gros œuvre. Ce sous-secteur affiche maintenant des carnets de commandes un peu plus fournis, en raison notamment de commandes publiques de rénovation de bâtiments d'envergure.

L'indicateur d'incertitude est resté à un niveau élevé en novembre, sur fond de situation nationale dégradée (absence de visibilité sur le budget 2026 et climat économique morose), mais il s'est replié dans les trois grands secteurs d'activité. Les difficultés de recrutement ont diminué d'un point, à 16% pour l'ensemble des secteurs ; elles restent toutefois élevées dans le bâtiment (23%).

D'après les anticipations des chefs d'entreprises, l'activité progresserait de nouveau dans l'industrie en décembre, mais à un rythme plus modéré qu'en novembre, et elle évoluerait peu dans les services marchands (légère hausse) et le bâtiment (légère baisse). Sur la base des résultats de l'enquête, ainsi que des données disponibles à date, la Banque de France estime ainsi que l'activité progresserait au quatrième trimestre, malgré un ralentissement par rapport au trimestre précédent, qui avait été particulièrement porteur. La croissance du PIB s'élèverait ainsi à environ 0,2% (T/T) d'après l'institution, après +0,5% au troisième trimestre. Elle serait portée par l'industrie manufacturière et les services marchands, mais aussi l'énergie, avec toutefois un ralentissement dans ces trois branches d'activité.

Le nombre de défaillances d'entreprises à fin octobre confirme le mouvement de décélération constaté depuis le début de l'année, avec un léger recul par rapport au mois précédent, à 68 145 en cumul sur douze mois (après 68 335 en septembre). Le constat est partagé pour la plupart des secteurs d'activité et des catégories de petites et moyennes entreprises (PME). Sur un an, la hausse (cumul sur douze mois) s'établit ainsi à +4,4% (après +6,1% en septembre, et +15,7% en janvier 2025).

Défaillances d'entreprises par taille



Sources : Banque de France, calculs Crédit Agricole S.A./ECO

Notre opinion – Nous maintenons notre prévision – réalisée après la publication des comptes nationaux trimestriels du troisième trimestre¹ – d'une croissance annuelle de 0,8% en 2025, avec une prévision prudente de +0,1% (T/T) au quatrième trimestre. Une progression plus forte, comme désormais anticipée par la Banque de France (+0,2% au T4), se traduirait – sauf en cas de révision à la baisse sur le passé – par une croissance annuelle un peu plus importante en 2025 (+0,9%), et un acquis de croissance plus élevé pour l'année 2026. La première estimation de la croissance du quatrième trimestre 2025 ne sera dévoilée par l'Insee que le 30 janvier 2026, mais la nouvelle année pourrait donc nous réserver de bonnes surprises.

Après la baisse (en cumul sur douze mois) du nombre de défaillances d'entreprises de taille intermédiaire et de grandes entreprises (ETI-GE), dont l'impact économique – notamment en termes d'emplois – est particulièrement important, il est rassurant (en tant que macroéconomiste, mais également en tant que banque) de constater une inflexion également pour les entreprises de plus petite taille.

Article publié le 12 décembre 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

¹ Voir notamment notre publication du 30 octobre : [France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance déjoue les pronostics et augmente de nouveau au troisième trimestre \(+0,5%, après +0,3%\)](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
12/12/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
11/12/2025	Arabie saoudite – Un Quincy 2.0 au profit de la diversification ?	Moyen-Orient
11/12/2025	Zone Euro – Révision à la hausse de la croissance au T3 2025	Zone euro
08/12/2025	France – La production industrielle est restée élevée en octobre, en hausse notable sur un an	France
05/12/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
04/12/2025	New Delhi dans le brouillard	Asie
03/12/2025	France – Immobilier résidentiel : mesurer le pouvoir d'achat immobilier des ménages	France, immobilier
02/12/2025	France – Confirmation de la forte croissance de l'activité au troisième trimestre, l'emploi résiste	France
01/12/2025	Royaume-Uni – Budget de l'automne 2025, la cigale ou la fourmi ?	Royaume-Uni
28/11/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
26/11/2025	Immobilier commercial en France – Situation et perspectives : taux de vacance toujours en hausse et stabilisation toujours fragile des valeurs vénale prime au T3 2025	Immobilier, France
25/11/2025	France – Deux stratégies majeures des entreprises face aux vulnérabilités d'approvisionnement	France
21/11/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques :** DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.